

LA POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS
DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE

L'hybris d'une hyperpuissance

"La real-politik est la seule véritable politique. Tout le reste, les politiques humanitaires ou religieuses, ne représente, dans la mesure où elles ne sont pas seulement les facettes de la première mais de réelles tentatives de changer le monde, qu'une honte. Elles nient ce monde, flattent les illusions des masses et sont à la politique ce que le kitsch est à l'art." (Stanko Cerovic, Dans les griffes des humanistes)

Pourquoi cette citation en exergue d'un article qui se propose d'analyser la politique étrangère des Etats-Unis au lendemain de la guerre froide, afin de contribuer à une meilleure compréhension de la nature de la riposte américaine au terrorisme international d'inspiration islamiste? Elle provient d'un écrivain serbe, opposant au régime de Milosevic, et devrait nous servir d'avertissement et nous pousser à passer outre à la rhétorique humanitaire qui s'efforce de voiler les vraies stratégies: en effet l'hystérie moralisatrice se fait d'autant plus exacerbée que l'impérialisme et l'hégémonisme d'une grande puissance se font plus brutaux. Elle devient d'autant plus dangereuse que ceux qui l'emploient finissent par y croire eux-mêmes. Depuis la guerre de Yougoslavie les Etats-Unis et leurs alliés européens ont en effet pris l'habitude de masquer leurs véritables buts de guerre derrière la morale universelle des droits de l'homme, les "valeurs de l'Occident", le "droit d'ingérence", voire le concept de "guerre humanitaire". C'est à l'observateur critique que revient la tâche d'enlever cette chape pseudo-humanitaire pour atteindre au coeur d'une politique marquée par une volonté d'hégémonie sans pareil et qui à terme risque de déstabiliser de façon dangereuse la planète entière.



Elements de la stratégie américaine

Débarrassés de leur grand rival, l'Union soviétique, les Etats-Unis semblent ne plus avoir besoin d'une stratégie globale cohérente. La privatisation qui s'en est suivie possède pourtant sa logique propre.

Partons d'un constat qui, loin d'être inspiré par un anti-américanisme passionnel, devrait apparaître comme une évidence, mais dont beaucoup de commentateurs ne semblent pas encore avoir saisi toute la portée: les Etats-Unis sont devenus la seule superpuissance, une hyperpuissance dont la domination écrasante ne trouve aucun parallèle dans l'histoire de l'humanité. Une telle situation n'a pas pour autant amené les dirigeants américains à adop-

ter une attitude plus décripée, bien au contraire. Une mentalité quasi paranoïaque qui, au temps de la guerre froide, pouvait trouver une certaine justification, n'a pas pour autant disparu avec la chute du communisme. La générosité qui avait marqué les relations avec les vaincus de la Seconde Guerre Mondiale - le Japon et l'Allemagne - a complètement disparu dans la conduite des Etats-Unis vis-à-vis de la Russie après la fin de la guerre froide. Les dirigeants américains sont convaincus que cette unipolarité, cette position hégémonique, permise par l'effondrement de la menace soviétique, n'est que momentanée.

We are the champions

Tout se passe comme si les Etats-Unis, une fois vainqueurs de l'URSS, se mettaient tout de suite à la recherche de nouveaux adversaires et à déclencher une nouvelle guerre froide, cette fois-ci entre d'une part "l'Occident" industrialisé et d'autre part le monde "récalcitrant" non-occidental (Russie, Chine, Yougoslavie, Inde...). Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité des Etats-Unis entre 77 et 81 et actuellement une des têtes pensantes les plus influentes dans les milieux gouvernementaux américains qualifie cela d'affrontement entre l'Occident et les puis-

sances émergentes coalisées au sein d'alliances "anti-hégémoniques". Ce discours paranoïaque, allant de pair avec l'arrogance d'une nation

qui se croit invincible, aboutit alors à une politique étrangère qui met la barre très haut, débouchant sur une stratégie hégémonique à l'échelle planétaire. Les stratèges américains pensent la sécurité et la pérennité même de leur nation en termes de domination totale, de "leadership global" du monde. Ecoutons l'actuel sous-secrétaire d'Etat à la Défense P. Wolfowitz qui en 1992 déjà insistait sur la nécessité pour les Etats-Unis de prévenir la résurgence de toute puissance hostile: "Notre stratégie doit à présent s'attacher à écarter toute éventualité d'émergence d'un concurrent global dans le futur." Et Brzezinski plaide dans le même sens à propos de la guerre de l'OTAN au Kosovo: "L'enjeu dépasse infiniment désormais le simple sort du Kosovo: Il n'est pas excessif d'affirmer que l'échec de l'OTAN signifierait tout à la fois la fin de la crédibilité de l'Alliance et l'amoidrissement du leadership mondial américain."

Y a-t-il un pilote dans l'avion américain?

Il faut se garder de sous-estimer cette volonté de puissance des Etats-Unis, comme certains commentateurs avaient pris l'habitude de le faire dans les médias occidentaux, notamment à propos de la politique américaine en Ex-Yougoslavie. L'apparente non-stratégie de l'OTAN était souvent décrite comme le fruit de la "naïveté" des Américains, "grands enfants" intervenant en fin de compte dans les Balkans pour détourner l'attention des électeurs américains du scandale Clinton-Lewinski. Par ailleurs on a souvent voulu expliquer ce manque apparent de conséquence comme le résultat d'un gouvernement tiré à hue et à dia par les différents appareils gouverne-



En pleine guerre du Kosovo, "The Economist" publie un dossier sur l'OTAN sous le titre "Knights in Shining Armour". (The Economist, 24 avril 1999)



(Couverture du livre "Zum Beispiel Erdöl", Ekkehard Launer, Süd-Nord, Lamuv)

mentaux et groupes de pression, ce qui aurait rendu de plus en plus complexe le processus des décisions. Mais - laisse-t-on entendre - n'est-ce pas là le signe de la vigueur d'un système démocratique pluraliste? Or, nous semble-t-il, une telle analyse passe à côté de la question.

Car, premièrement, une telle politique de valse-hésitation marque souvent une stratégie, voire une ruse subtile: les tergiversations américaines à intervenir dans les Balkans, et notamment en Bosnie, servaient un but bien précis, à savoir, pousser les Européens à s'engager toujours plus profondément dans ce conflit jusqu'à s'y embourber et à apparaître incapables d'y mettre un terme. Ce n'est donc pas sans arrière-pensée que dès 1991 le président Bush confie à une Europe qu'il redoute de voir trop s'affirmer la charge de gérer la situation explosive, créée par l'éclatement de la Yougoslavie, pour qu'elle s'y brûle mieux les mains. Face à une Europe impuissante et à l'organisation bureaucratique de l'ONU, les Etats-Unis pourront alors apparaître comme la seule force capable de mettre un terme aux massacres.

Deuxièmement, cette apparente inconséquence du gouvernement américain est plus significativement la caractéristique d'une hyperpuissance qui peut se permettre le luxe de ne pas avoir de politique étrangère. La certitude d'être les seuls vainqueurs de la guerre froide a placé les dirigeants américains dans une position enviable: "Comme superpuissance globale les Etats-Unis ont le droit, et souvent la responsabilité d'être incohérents dans leur approche de phénomènes comme l'islamisme,... parce que, en dernière analyse, leur politique doit être efficace. Alors ce qui peut apparaître comme de la cohérence intellectuelle, n'a plus guère d'importance." (Robert Satloff, directeur du Washington Institute, en 1996) C'est justement le caractère arbitraire et imprévisible qui fait la dangerosité de l'attitude américaine: au long terme, elle préfère une politique dont les critères essentiels de prise de décision en matière de relations internationales sont des données économiques, financières et commerciales et pour laquelle le croisement de l'offre et de la demande déterminent les priorités, les orientations et les modes d'action. On a pu parler à ce propos de politique extérieure de marché. Il n'y a plus de poltique étrangère compacte: Lorsqu'il s'agit de trouver le plus petit dénominateur commun dans le "mille-feuille" que constitue l'exécutif américain, on le trouvera le plus facilement dans les lois de la concurrence commerciale et dans la conquête de nouveaux marchés plutôt que dans la définition d'un grand projet de type wilsonien. Richard Labévière, journaliste suisse et auteur de "Les dollars de la terreur - Les Etats-Unis et les islamistes", appelle cela le "syndrome de

l'actionnaire majoritaire" - celui qui, dans son insatiabilité, veut encaisser la totalité des dividendes. Dans ce contexte les droits de l'homme et les valeurs de l'Occident sont autant d'alibis pour la seule poursuite d'intérêts économiques et financiers.

La privatisation de la politique étrangère

Dans le cadre du néo-libéralisme, une privatisation galopante s'est ainsi progressivement emparée de la politique extérieure des Etats-Unis: elle concerne autant les buts qu'elle se fixe que les moyens qu'elle se donne. Cette évolution n'a fait que se renforcer sous l'actuelle présidence, en raison notamment des liens très étroits liant la famille Bush avec les milieux pétroliers. C'est pourquoi il ne faut pas s'attendre à ce que la politique américaine en Afghanistan, qui a été largement influencée par le dessein de contrôler des ressources en hydrocarbures, change dans un proche avenir. Où est-ce un pur hasard si aussi bien l'actuel président du gouvernement intérimaire Karzai que l'envoyé spécial et futur ambassadeur des Etats-Unis Khaledzad avaient tous les deux été engagés comme conseillers par la société Unocal pour ses négociations avec le régime taliban? (voir encadré page 7)

Cette tendance à la privatisation se voit également au niveau du Pentagone, où le Special Operations Command supervise le suivi des opérations privées. Ainsi des sociétés privées américaines ont changé de façon décisive le cours de la guerre d'ex-Yougoslavie. La "Military Professional Resources Inc. (MPRI)", fondée par un général en retraite, et se décrivant dans son dépliant publicitaire comme "la structure privée d'expertise militaire la plus importante du monde", a presque créé de toutes pièces les armées croate et bosniaque. Cette sous-traitance d'opérations a non seulement des avantages financiers - elle permet une substantielle baisse d'effectifs, sans diminuer la capacité d'influence - , mais permet aussi qu'en cas de bavure les partenaires privés assument les désagréments à la place du gouvernement américain. Or cette privatisation comporte bien évidemment un potentiel déstabilisant, poussant à l'émergence d'une politique extérieure clandestine. Souvent les actions extérieures se trouvent en décalage avec les positions officiellement déclarées du gouvernement américain. De plus en plus la politique étrangère est à conjuguer au pluriel, car les intérêts des différentes agences et ceux de leurs sous-traitants privés ne se rangent pas toujours sur la même ligne de conduite.

Un autre indice de cette privatisation croissante de la politique extérieure américaine consiste dans le recours systématique aux "think tanks", ces centres de recherche politique qui jouent un rôle essentiel d'expertise sur les affaires internationales. Ce



Dessin de Selçuk pour un article traitant des "think tank" de la droite américaine.
(Source: "Le nouveau modèle américain", Manière de voir No 31, août 1996, Le Monde Diplomatique)

sont eux qui fournissent au gouvernement américain les stratégies militaires et diplomatiques. Leurs avis se font de plus en plus contraignants, en raison de l'étroite osmose entre le monde des think tanks et celui de l'administration gouvernementale: c'est ainsi qu'un des plus prestigieux de ces instituts, la Rand Foundation, doit une large part de son énorme budget aux contrats juteux avec le Pentagone.

Finalement un dernier indice significatif d'une montée en puissance de la privatisation de la politique extérieure des Etats-Unis est décelable dans l'instrumentalisation croissante des organisations non gouvernementales (ONG), dont les finalités ne visent pas toujours une politique humanitaire désintéressée. Leur coloration idéologique est souvent à peine voilée, comme dans le cas de la fondation du milliardaire Soros qui collabore avec un large panel d'ONG, ou encore la fondation Civitas, chargée de promouvoir le thème de la "démocratie" dans les pays d'Europe de l'Est. Une telle interaction qui associe étroitement gouvernements et ONG peut se révéler néfaste pour le travail de ces dernières, car l'autonomie et une stricte neutralité sont la conditio sine qua non de leur efficacité. Or, on l'a vu dans le cas de l'Afghanistan et du Kosovo, actions humanitaires et opérations militaires ou politiques se trouvent de plus en plus imbriquées, de sorte qu'elles compromettent dangereusement l'action des ONG.

L'hégémonisme en action

Pour rester seul maître à bord, les Etats-Unis n'hésitent pas à instrumentaliser les institutions internationales comme l'ONU quand cela les arrange.

La position hégémonique des Etats-Unis ne les pousse pas seulement à éviter l'émergence de tout concurrent dangereux, mais également à instrumentaliser au mieux leurs alliés ou les diverses organisations mondiales pour servir leurs seuls intérêts. Le multilatéralisme affiché par le Département d'Etat au début de la présidence de Clinton a rapidement fait long feu. L'arrogance croissante des Etats-Unis a fini par menacer la crédibilité des institutions internationales qu'elle avait pourtant contribué pour une large part à mettre en place après la Seconde Guerre Mondiale et qui apparaissent seules capables de garantir la paix à long terme. Pour ce

nouvel ordre international, mis en place par les Etats-Unis après la chute du communisme, le 19 novembre 1996 apparaît comme une date clé: ce jour-là, Madeleine Albright, représentante des Etats-Unis au Conseil de Sécurité de l'ONU, était la seule à voter contre un second mandat de Boutros Boutros Ghali comme secrétaire général, ce qui, compte tenu de son droit de veto, a permis au gouvernement américain d'imposer son propre candidat en la personne de Kofi Annan. C'est ainsi que l'élection du chef de la principale organisation multilatérale est devenue uniquement dépendante du bon vouloir des Etats-Unis. En dépit du discours officiel

américain sur "l'internationalisme collectif", l'ONU est de plus en plus utilisée pour servir de façade aux intérêts géo-économiques américains, comme dans le cas de l'Irak. Cela n'empêche pas les dirigeants américains à passer outre et à se substituer à l'ONU, comme en ex-Yougoslavie. Car, ainsi que le souligne le "Defence Planning Guidance" du Pentagone, élaboré en 1992 en liaison avec le Conseil national de sécurité: "Ce qui est important, c'est le sentiment que l'ordre international est en fin de compte soutenu par les Etats-Unis, lesquels doivent être en position d'agir indépendamment

Suite page 6



Les obsessions des experts américains remontent aux théories des géopoliticiens Mackinder et Spykman. Ici on voit le pivot de la domination continentale et sa périphérie, appelés respectivement "Heartland" et "Rimland".

(Carte reprise dans "Géopolitique et géostratégie", Paul Claval)

Suite de la page 5

lorsqu'une action collective ne peut pas être orchestrée."

Un multilatéralisme de façade

La volonté des Etats-Unis d'affaiblir des concurrents ou rivaux potentiels, afin de conserver indéfiniment son statut de seule superpuissance, suivant la même logique, s'étend aussi bien à ses amis qu'à ses adversaires. Ceci est particulièrement vrai pour l'Europe occidentale. Ainsi la construction européenne fut dès ses origines subordonnée aux intérêts américains et son évolution n'a cessé de se faire avec l'aval des Etats-Unis. Et Brzezinski par exemple ne cache pas sa réticence à voir émerger une Europe continentale unie et indépendante sur le plan stratégique. Pour y prévenir, il faudrait tout faire pour accentuer le clivage Est/Ouest et éviter une alliance entre l'Europe occidentale et la Russie, vision cauchemardesque de la diplomatie américaine.

Dans la tentative d'inféodation américaine de l'Europe occidentale, l'OTAN joue un rôle clé. Depuis la chute du communisme, l'OTAN a perdu sa fonction militaire défensive et est devenue de plus en plus pour les Etats-Unis un moyen de conserver une forte présence politique, diplomatique et économique en Europe, sous prétexte d'y maintenir l'ordre. Par ailleurs les Américains s'en servent comme organe offensif destiné à assurer la sécurité globale des Etats-Unis, lorsque leurs intérêts, masqués derrière ceux de l'Occident, sont menacés. Ainsi ces coalitions occidentales se révèlent très précieuses parce qu'elles servent à diluer les motivations stratégiques américaines à l'intérieur de systèmes formellement multilatéraux, supposés représenter la "communauté internationale". Cette utilisation de coalitions pour mener à bien des actions unilatérales a été très bien démasquée par le général français Jean Salvan qui l'a désignée du terme de "stratégie du furet" par laquelle le chasseur (les Etats-Unis) "lâche le furet (les alliés européens), puis se saisit de la proie capturée par le furet." L'Europe occidentale se trou-

ve ainsi instrumentalisée comme tête de pont stratégique fondamentale américaine sur le continent eurasien, pour utiliser le vocabulaire de Brzezinski.

C'est aussi dans ce contexte d'une concurrence cachée qu'il nous faudra décoder les enjeux sous-jacents aux échanges de discours polis entre les Etats-Unis et leurs alliés européens dans leur lutte contre le terrorisme et dans le cadre de la guerre d'Afghanistan. Ainsi la rapidité avec laquelle les Américains se sont assurés de la solidarité de leurs alliés, en se référant à l'article 5 du traité de l'OTAN, et le peu d'empressement de les voir s'engager militairement sur le terrain n'est-il contradictoire qu'en apparence. Il s'agissait pour eux de les compromettre, en les contraignant de s'engager sur le même bateau, tout en les tenant éloignés des opérations militaires, pour ne pas avoir à se partager plus tard le gâteau, à savoir la perspective de contrats juteux dans le domaine des hydrocarbures. Si à terme il faut s'attendre à une rivalité entre l'Europe et les Etats-Unis, comment alors interpréter l'actuel alignement européen - et particulièrement celui de l'Allemagne qui semble pourtant désignée pour prendre la tête de ce mouvement d'émancipation dans les années à venir - sur la politique extérieure des Etats-Unis, sinon comme une volonté désespérée de donner des gages d'une solidarité sans faille, pour mieux ensuite les berner, une fois l'intégration européenne assez poussée sur le plan militaire. Entretemps on ne peut qu'admirer l'habileté du jeu des dirigeants européens dans leur rôle de grands amis et de bons élèves des Américains, en espérant que ce grand écart permanent ne finisse pas par les faire sombrer dans la schizophrénie.

Divide et impera!

Finalement la stratégie hégémoniale américaine ne cherche pas seulement à éviter l'émergence de concurrents dangereux, le dessein impérial américain s'alimente en dernière conséquence d'un affaiblissement de tout principe d'organisation souveraine et territoriale des sociétés politiques nationales. Tout se



Carte extraite de l'édition allemande de "L'empire et les nouveaux barbares" (1991). L'auteur Jean-Christophe Rufin y développe la thèse qu'entre le Nord prospère et le Sud laissé pour compte se développe une sorte de nouveau Limes, comme au temps de l'empire romain.

passé comme si ce grand "désordre international" qui a commencé à émerger au lendemain de la guerre du Golfe ne représentait pas l'échec de la politique américaine, mais précisément un effet recherché. Ce désordre créerait en effet entre le Nord et le Sud cette ligne de feu autogérée qui remplacerait utilement le rideau de fer et permettrait la survie de l'OTAN en tant qu'alliance du Nord: "La fin de l'affrontement Est/Ouest a libéré des guerres fluides sans front ni lois, sans armée ni doctrine, sans espace ni temps et qui ont supplanté les outils conventionnels de domination" (Alain Joxe, L'Amérique mercénaire, 1992). A travers ces guerres les Etats-Unis consacrent l'essentiel de leur politique à la conquête de nouvelles zones d'influence et de nouveaux marchés.

Les experts militaires du Pentagone ont ces dernières années engagé toute leur énergie dans l'élaboration de stratégies de "conflits de basse intensité" qui, selon eux, viendraient de plus en plus remplacer les guerres de type conventionnel. Ces guerres fluides élargissent en effet

énormément les options et le champ d'action des stratèges américains. Ceci est particulièrement apparent dans l'actuelle "guerre contre le terrorisme" qui livre aux Etats-Unis un alibi commode pour pouvoir intervenir à tout moment dans n'importe quel lieu de la planète. Ainsi le gouvernement désigne à l'opinion mondiale une multitude d'ennemis, dont la composition évolue pourtant au gré des circonstances (voir la liste conti-

nuellement actualisée des "rogue states", des états-voyous). Jouant le rôle d'épouvantail, ces ennemis souvent insignifiants sur le plan militaire (Irak, Serbie, Soudan, Cuba, Libye...) servent pourtant à justifier l'emploi de la force comme substitut à la diplomatie. C'est pourquoi les Etats-Unis souvent ne visent pas une victoire totale sur cet adversaire. En laissant pourrir un conflit ils se ménagent de nouveaux pré-

textes d'intervention pour le futur. Saddam Hussein joue ce rôle d'ennemi utile, les Américains le préférant en place, donc diabolisable à merci, plutôt que mort ou destitué.

L'islamisme - adversaire ou allié?

Depuis l'alliance avec l'Arabie Saoudite il y a 50 ans, les relations entre "God's own country" et le fondamentalisme musulman sont ambiguës, leur adversaire commun étant les mouvements démocratiques et laïcs pour un progrès social.

C'est dans le contexte de guerres perpétuellement inachevées qu'intervient l'islamisme, dont la connivence avec les Etats-Unis a une longue histoire: En actionnant le levier islamiste, les Etats-Unis génèrent une nouvelle zone d'instabilité politique rendant leur présence, puis leur arbitrage nécessaire. Ces relations privilégiées entre l'islamisme et les Etats-Unis peuvent être ramenées à trois phases critiques: la lutte contre Nasser ou comment les Américains ont canalisé l'islamisme contre les nationalismes arabes, laïcs et progressistes; la ruée vers l'or noir ou comment les Etats-Unis ont favorisé l'islamisme pour garantir leurs besoins énergétiques; la guerre d'Afghanistan ou comment les Etats-Unis ont utilisé l'islamisme contre l'armée soviétique et le monde communiste.

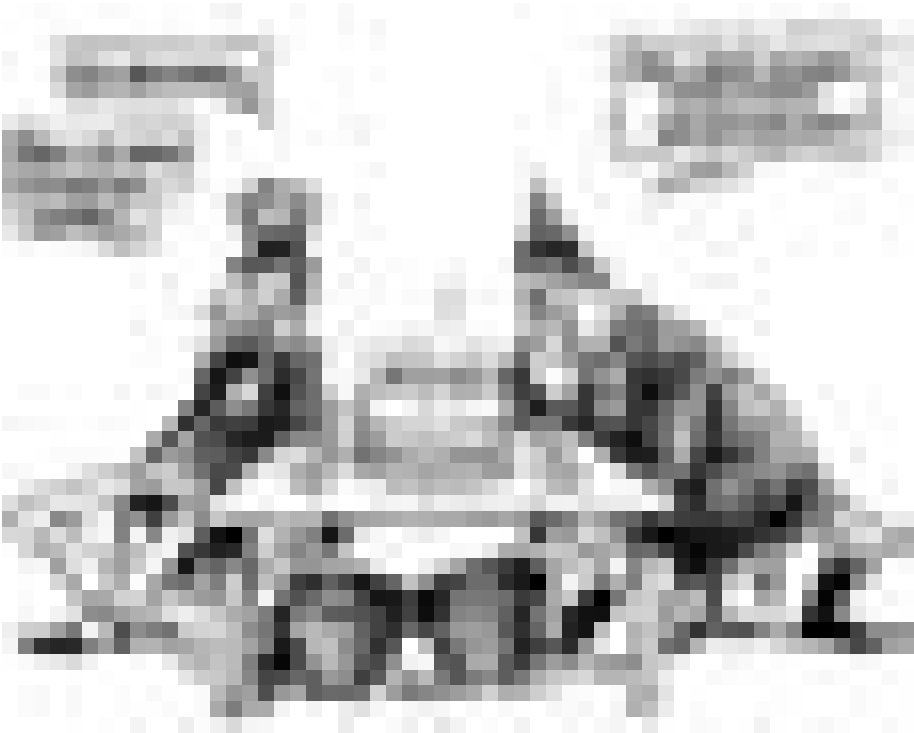
L'alliance entre les Américains et monde islamique re-

monte à une date clé: celle du pacte scellé entre le président Roosevelt et le roi saoudien Ibn Seoud à bord du croiseur Quincy en février 1945 qui, en évincant l'influence britannique, installe durablement les Etats-Unis comme partenaire dominant dans le jeu proche-oriental. Cette alliance a pourtant un revers, puisqu'elle implique un marchandage lourd de conséquences: la garantie de l'approvisionnement des Etats-Unis en pétrole contre la sécurité, la survie et la continuité d'une des dynasties religieuses les plus réactionnaires dans le monde islamique. Or l'Arabie Saoudite, bien qu'un des pays les plus riches du monde, est extrêmement vulnérable, ce qui l'amène non seulement à rechercher par différentes voies diplomatiques une position centrale au sein du monde musulman, mais finalement à apporter son assistance aux mouvements islami-

stes. Occuper ainsi la totalité du champ religieux jusque dans ses recoins les plus extrémistes lui paraît en effet le seul moyen pour conserver la paix et le monopole du champ politique.

Du bon usage de l'islamisme

La stabilité du royaume saoudien faisant partie de ses intérêts vitaux, les Etats-Unis s'efforcent de ne pas interférer dans cette politique pro-islamiste. Au contraire ils n'ont de cesse d'agiter l'épouvantail iranien - dont l'influence sur les milieux islamistes est pourtant beaucoup plus réduite, en raison de son appartenance au chiisme minoritaire -, ce pays se trouvant constamment diabolisé pour mieux détourner l'attention des vrais exécutants, commanditaires et bailleurs de fonds du terrorisme islamiste, des étroits alliés des Etats-



(Source: "Poker menteur", Michel Collon)

Unis que sont les monarchies pétrolières et le Pakistan. La stratégie américaine pour le monde musulman est donc essentiellement fondée sur le contrôle des réserves et des routes du pétrole. Dans ce contexte il s'agit aussi pour eux d'empêcher les concurrents asiatiques (Chine, Inde) et l'ancien ennemi russe de se les approprier ou de les maintenir dans leurs orbites.

A l'époque de la guerre froide le monde musulman avait été un pion central de la politique américaine du "containment" ou "roll-back" du communisme. Cette stratégie connaît aujourd'hui un second souffle: Brzezinski définit l'Eurasie comme l'enjeu principal des Etats-Unis pour le troisième millénaire, les poussant à continuer dans cette politique de l'endiguement, afin de contenir non plus le communisme, mais l'accès russe aux mers chaudes, ainsi qu'une possible jonction avec les pays de l'Union européenne. Aussi les Américains se sont-ils efforcés d'ériger une "ceinture verte" autour de la Russie, un croissant islamique composé essentiellement de la Turquie, des républiques musulmanes de l'Ex-Union soviétique, de l'Afghanistan et du Pakistan. Les Taliban étaient destinés à constituer la pièce maîtresse de ce "nouveau grand jeu" en cours en Asie centrale: l'objectif est de profiter de l'effondrement de l'Union soviétique pour mettre la main sur les richesses en hydrocarbures et contrôler leurs itinéraires d'évacuation vers les marchés mondiaux.

Outre les plans de la CIA, de la société Unocal et des organisations politico-religieuses saoudiennes quant à la réalisation d'un pipeline allant du Turkmenistan à l'Océan Indien, en passant par l'Afghanistan, on touche ici au principal intérêt de l'Amérique selon Brzezinski: il a toujours considéré l'alliance avec l'islamisme sunnite comme le plus puissant vecteur d'influence politique dans cette région. Les luttes pour l'Afghanistan apparaissent ainsi comme le véritable fil rouge des tentatives successives d'instrumentalisation de l'islamisme par le Pentagone et les services secrets américains. Dans les années 80, il s'agit du conflit de basse intensité par excellence: pouvant être mené par l'intermédiaire des maquisards afghans, il ne pèse que peu sur le contribuable américain et la sous-traitance financière de cette guerre par procuration inaugure des circuits qui s'avèreront autant durables qu'incontrôlables. Les "Afghans", qui ont aidé les Américains à vaincre les Soviétiques, pourront par la suite continuer à rendre bien des services. En Asie centrale, tout au long de cette nouvelle "route de la soie", ils se reconvertiront dans le rôle de chiens de garde des intérêts américains.

Les Etats-Unis utilisent donc l'idéologie islamiste comme un facteur de désintégration des états qui pourraient s'affirmer comme des



Sur l'exemple du Kosovo, Michel Collon montre comment des populations sont montées les unes contre les autres - le même principe est appliqué ailleurs. (Source: "Monopoly", Michel Collon)

pôles concurrents, notamment sur le plan économique. En effet, ces partitions et divisions territoriales, cette fragmentation de l'espace politique servent les intérêts américains dans le cadre de l'intégration mondialisée de l'économie.

Islamisme et mondialisation, même combat?

Pour les Etats-Unis se pose ainsi face à l'islamisme une question clé: L'islamisme est-il soluble dans le capitalisme, notamment dans sa version globalisée? Or, on a parfois interprété la montée de l'islamisme comme une réaction face à la mondialisation qui, en même temps qu'elle renforcerait les contacts entre les peuples d'une même civilisation, grâce au développement des moyens de communication, provoquerait simultanément de violentes réactions de rejet anti-occidentales, car en dehors de l'Occident industrialisé, globalisation et mondialisation riment essentiellement avec "néo-impérialisme". C'est ainsi que le sociologue américain Benjamin Barber avait cherché à démontrer dans son ouvrage "Jihad versus Mc World" (1996) que les réactions identitaires particularistes et les intégrismes ne seraient que l'autre face du processus de globalisation. Les spiritualités qui s'expriment à travers les intégrismes religieux pourraient alors être comprises comme des phénomènes de compensation dans un monde régi par la froide loi de la marchandise.

Or, si l'islamisme peut servir de "doping des laissés-pour-compte, restés en queue de peloton de la mondialisation"(Labévière), l'idéologie islamiste n'est pas pour autant née ni dans les régions les plus pauvres de la planète ni dans les milieux populaires, mais s'est d'abord manifestée dans les écoles d'ingénieurs ou dans les facultés scientifiques, c'est-à-dire dans les secteurs les plus modernes et les plus ouverts sur le monde. Par la suite l'idéologie islamiste est restée constamment en phase avec le système capitaliste et le discours libéral. En effet, on constate dans le courant islamiste con-

temporain une évolution en trois phases: celle de groupes armés se transformant en réseaux mafieux, cherchant eux-mêmes à se reconvertir tôt ou tard dans le monde respectable des affaires. Ben Laden incarne à la perfection la privatisation de ce terrorisme islamiste, d'un islamisme qui sait magistralement tirer profit du processus de dérégulation et de mondialisation de l'économie.

Le sociologue Benjamin Barber a attiré l'attention sur cette convergence objective entre islamisme et mondialisation: "Jihad et Mc World ont un point commun: ils sont, tous deux, en guerre contre l'Etat-Nation souverain et minent ses institutions démocratiques. Ils méprisent la société civile et réduisent la citoyenneté démocratique sans pour autant créer des institutions démocratiques alternatives. Leur point commun est leur indifférence à la liberté civile. Jihad forge des communautés de sang, fondées sur l'exclusion et la haine, qui réduisent la démocratie au profit d'un paternalisme tyrannique ou d'un tribalisme consensuel. Mc World forge des marchés mondiaux fondés sur la consommation et le profit, abandonnant à une "main invisible", sujette à caution, voire totalement fictive, l'intérêt public et le bien commun, naguère entre les mains des citoyens et de leurs gouvernements démocratiques vigilants." C'est ainsi que, loin d'opposer des résistances aux nouvelles configurations du capitalisme mondialisé, l'idéologie islamiste participe à ses superstructures.

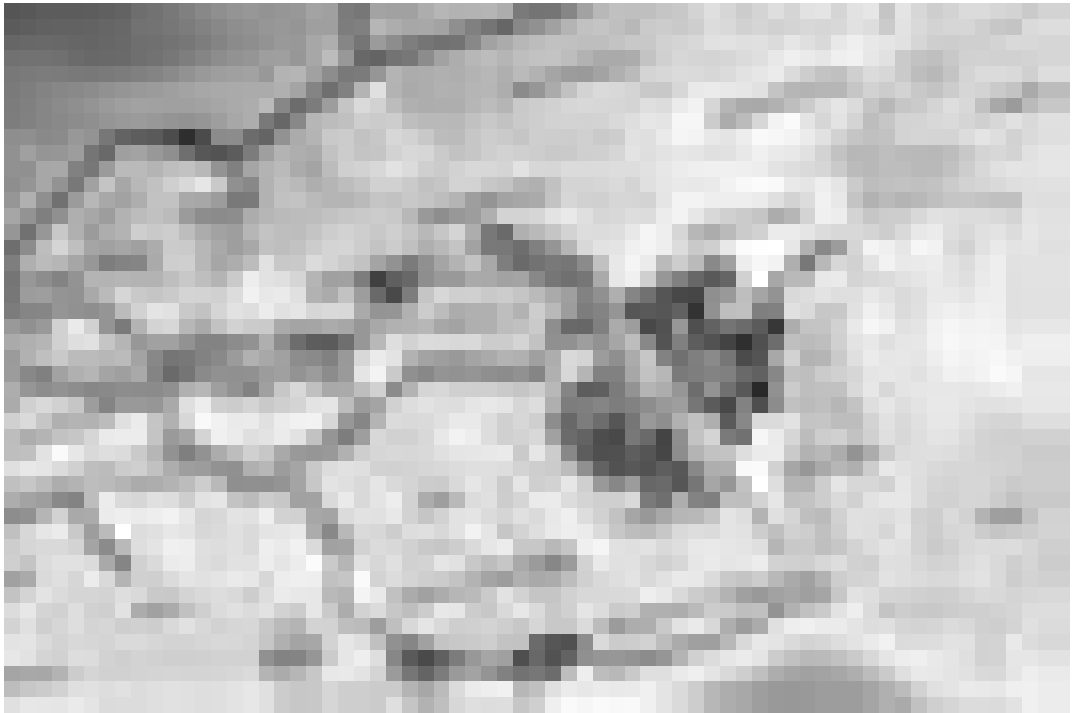
Quelle riposte contre le terrorisme?

Pour la défense à court terme de leurs seuls intérêts économiques, leur cynisme mercantile dénué de tout principe directeur, les Etats-Unis n'ont pas hésité à s'allier avec le diable - ils en subissent actuellement les conséquences tragiques. C'est le syndrome de l'apprenti sorcier ou de l'arroseur arrosé; le monstre enfanté a fini par échapper à son concepteur. Aussi faut-il rester sceptique face à la volonté affichée par

les Américains de mener une lutte sans merci contre le terrorisme international. Ce que Richard Labévière écrivait à propos des bombardements américains contre l'Afghanistan et le Soudan, en riposte aux attentats de Nairobi et de Dar es-Salaam en 1998, reste plus vrai que jamais: "En bombardant les bases du financier saoudien Oussama Ben Laden, les Etats-Unis cherchaient avant tout à terrasser le spectre de leur duplicité qui hante leur politique étrangère, depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Pourtant, mieux que quiconque, ils savent qu'on ne répond pas au terrorisme par des bombes." Et Jean-Louis Dufour notera à la même occasion: "Washington privilégie la manière militaire spectaculaire, quand le combat contre le terrorisme est une oeuvre de longue haleine, forcément secrète, ardue et dangereuse, et qui suppose pour être efficace une étroite coopération internationale." Or le gouvernement américain, après avoir fait semblant après les attentats du 11 septembre de s'orienter de nouveau vers une politique multilatérale, est vite revenu à ses vieilles habitudes. Derrière l'alibi de la lutte antiterroriste, derrière le bouc émissaire commode de l'état voyou, continuent à se dissimuler l'intransigente et sacro-sainte doctrine de la défense des intérêts américains, ainsi qu'une sourde lutte pour la conquête de nouveaux marchés.

Il faudrait au contraire privilégier l'approche totalement différente et bien plus opérationnelle de la lutte contre le terrorisme de réseau, par le biais d'une convention internationale de lutte contre le financement du terrorisme. Or, après des déclarations d'intention tonitruantes dans ce sens au lendemain du 11 septembre, les Etats-Unis se sont montrés beaucoup moins entreprenants sur ce plan que sur le terrain militaire. Il est vrai que pour être efficace une telle démarche nécessiterait la mise en question du système capitaliste mondialisé lui-même.

Ally Leytem



Sur cette carte, on aperçoit les gisements de gaz et de pétrole ainsi que les pipelines existants et projetés (en pointillé). Le passage par l'Afghanistan permet d'éviter la Russie et l'Iran.

(Source: Science et Vie, janvier 2002)

Nouveau "grand jeu" en Asie centrale

(RK) - "The great game", c'est ainsi qu'on appelait les intrigues et les luttes d'influence en Asie centrale au XIXe siècle, opposant l'Empire britannique à la Russie tsariste. Cette région du monde est redevenue un enjeu important à partir de 1989, suite à l'effondrement de la puissance soviétique et à la création de nouveaux Etats comme le Turkménistan. Les intérêts sont multiples: importance géostratégique de la région, richesses naturelles, mais aussi contrôle de routes d'acheminement du pétrole de la Mer Caspienne. Ce dernier aspect implique plus particulièrement l'Afghanistan dans le "grand jeu".

En effet, les ex-républiques soviétiques exportatrices d'hydrocarbures ne veulent plus dépendre des oléo- et gazoducs passant par la Russie. Une des routes alternatives passe par l'Afghanistan. A partir de 1994, deux compagnies pétrolières étaient en concurrence pour la construction d'un pipeline: Bridas, une entreprise familiale argentine, et la société américaine Unocal. Cette dernière entretient de bonnes relations avec le monde politique américain: parmi ses consultants, il y a eu Henry Kissinger, Dick Cheney, actuel vice-président et Zalmay Khalezad, envoyé spécial du président Bush. Dans son livre "L'ombre des Taliban", le journaliste pakistanais Ahmed Rashid raconte que c'est grâce au soutien du gouvernement américain que Unocal a gagné les faveurs du Turkménistan d'abord, du gouvernement taliban ensuite. Fidèle à la tradition du XIXe siècle, ce soutien comprenait sans doute des "petits cadeaux" - on parle de 2 millions de dollars remis aux Taliban. Les enjeux économiques expliquent aussi l'attitude équivoque du gouvernement américain à l'égard des problèmes des droits humains en Afghanistan. A partir de 1998, à cause de la protection accordée à Ben Laden d'une part et les pressions des féministes américaines de l'autre, les relations se sont détériorées.

Aujourd'hui, après la disparition du facteur bloquant qu'étaient les Taliban, le "grand jeu" reprend de plus belle. D'un côté les Etats-Unis et leurs alliés, de l'autre la Russie, mais aussi l'Inde et l'Iran. Et comme au XIXe siècle, les intérêts des groupes locaux, minorités, clans et mafias, sont instrumentalisés par les grandes puissances au service de leurs intérêts stratégiques et économiques.

Source: le dossier "Spécial Afghanistan" dans le numéro de janvier de la revue Science et Vie.